

Libération - mardi 14 septembre 2021

Événement

EDUCATION Les pourparlers de paie

La volonté de la néocandidate de doubler, sur l'ensemble du prochain quinquennat, le traitement de «toutes les personnes au contact avec les élèves» suscite autant d'interrogations sur le périmètre de la mesure que sur son financement.

Par Lilian Alemagna, Cécile Bourgneuf, Jean-Baptiste Daoulas et Elsa Maudet



Anne Hidalgo en 2013. Photo Joël Saget. AFP - Photo Joël Saget. AFP

A peine déclarée candidate à la présidentielle, Anne Hidalgo provoque déjà le débat. Qualifiée de «démagogue», de «populiste» ou plus sobriement d'«irréaliste», sa proposition de doubler les salaires des enseignants d'ici cinq ans fait grincer ses opposants, de droite comme de gauche. Dans une interview au *Parisien*, l'actuel ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, juge ainsi qu'«on est au sommet de la démagogie», quand le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, se demande si «le Parti socialiste a aussi perdu sa "culture de gouvernement"». «Moi, je préfère satisfaire les demandes des syndicats enseignants. Et mettre le paquet sur les créations de postes», a déclaré le député des Bouches-du-Rhône vendredi sur Twitter.

Que propose Anne Hidalgo ?

Dans *Une femme française*, son nouveau livre à paraître mercredi, l'actuelle maire de Paris

estime *«possible, sur la durée d'un quinquennat, de multiplier par deux au moins le traitement de toutes les personnes au contact avec les élèves. Ou, pour commencer, d'aligner à minima le salaire des nouveaux professeurs sur le salaire médian des titulaires d'un bac +5»*. Un chiffre difficile à calculer et sur lequel nous n'avons pas eu de précision de la part de l'équipe de campagne, pour une proposition encore floue, qui a tout du coup de com politique. Lundi matin sur France Inter, la socialiste a jugé *«inadmissible que nos enseignants soient aussi peu payés»*, qualifiant l'éducation et la santé de *«missions essentielles»*.

Interrogé par *Libération*, le maire de Montpellier et membre de l'équipe de campagne de Hidalgo, Michaël Delafosse, précise que seront concernés les enseignants et les conseillers principaux d'éducation (CPE). Pas les autres métiers, comme les assistants d'éducation, les assistantes sociales ou les infirmières scolaires. Priorité sera donnée, dit-il, aux débuts et milieux de carrière. Quid des profs en fin de carrière ? *«Ça fait partie des discussions qu'on doit avoir»* avec les représentants syndicaux, répond-il.

Combien cela pourrait-il coûter ?

Pour l'instant, l'entourage de la candidate socialiste ne prévoit pas de livrer de chiffre précis avant la fin de l'année. Trop risqué et prématuré. *«Le projet est en cours d'élaboration, défend la présidente du groupe PS à l'Assemblée nationale, Valérie Rabault, ex-rapporteuse générale du budget. Qu'Anne Hidalgo donne un cap, c'est ce que l'on attend d'une présidente de la République. On ne lui demande pas d'être cheffe de bureau à Bercy.»* Reste que ses adversaires ont vite fait des calculs rapides pour elle : Jean-Luc Mélenchon a chiffré cette mesure à *«plus de 60 milliards par an»* ; Jean-Michel Blanquer parle, lui, d'un *«coût cumulé de 150 milliards à la fin du quinquennat»*. Des estimations au doigt mouillé, elles aussi, vite dégainées puisqu'on ne sait pas encore précisément qui pourrait être revalorisé, quand et comment.

L'Education nationale compte aujourd'hui plus de 1,2 million de personnels, dont 869 300 enseignants. Dans le budget 2021, les «dépenses de personnel» dans l'enseignement primaire et secondaire, public et privé sous contrat, s'élèvent à près de 65 milliards d'euros. Cela comprend non seulement les profs, mais aussi les directeurs, les psychologues, les inspecteurs... *«Multiplier par deux au moins le traitement de toutes les personnes au contact avec les élèves»* d'ici 2027, comme le propose Hidalgo dans son livre, même si cela ne concerne que *«les enseignant et les CPE»*, comme le précise Delafosse, coûterait forcément plusieurs dizaines de milliards d'euros sur cinq ans. Où trouver l'argent ? *«Choix de société»*, répond le camp Hidalgo depuis ce week-end, pour ne pas répondre encore *«endettement»*, *«économies»* ou *«hausse de la fiscalité»*. *«Lorsque le projet sera présenté dans sa globalité, ne vous inquiétez pas, il sera un projet financé parce qu'Anne Hidalgo est aussi une femme responsable qui gouverne et qui sait que l'équilibre budgétaire du pays est un objectif, a délayé Mathieu Klein sur France Bleu.*

Pourquoi cette proposition ?

«Le principal défi, c'est de retrouver de l'attractivité», affirme Michaël Delafosse. De fait, le métier d'enseignant en manque. Un indice de taille : les formations ne font plus le plein. Cette année encore, le nombre d'inscrits aux concours de recrutement du second degré a baissé, avec 30 494 candidats contre 33 490 en 2019. Sur dix ans et toutes disciplines confondues, les concours ont carrément perdu un tiers de leurs candidats. Par ailleurs, 466 postes n'ont pas été pourvus au primaire cette année et 645 dans le secondaire. Il faut désormais un bac +5 (et non plus une licence) pour passer le concours et le niveau des salaires en rebute plus d'un. «Il y a une difficulté à trouver des enseignants dans tous les pays d'Europe», remarque le sociologue Pierre Merle, professeur émérite de sociologie à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé) de Bretagne. *Dans cette crise, la France est mal partie parce que les salaires des enseignants sont très en dessous de la moyenne européenne alors qu'elle est la deuxième puissance économique d'Europe.* Les salaires des enseignants français en début de carrière sont en effet inférieurs de 7 % à la moyenne des pays de l'OCDE (lire page 6). Le salaire net moyen des enseignants est par ailleurs inférieur à celui des autres fonctionnaires de catégorie A (2 766 euros contre 3 005).

Qu'en pensent les intéressés ?

N'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon, la revalorisation des salaires fait bien partie des priorités des profs et donc des revendications des syndicats. «Enseignant, c'est un métier qui demande un haut niveau d'études et on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre !» résume Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur (Snalc). Hidalgo a donc tapé juste. «C'est une bonne chose que la question des salaires soit posée dans le débat présidentiel, mais on ne peut pas juste en rester à des effets d'annonce», avertit Sophie Vénétiay, porte-parole du Snes-FSU, syndicat majoritaire dans l'enseignement secondaire. «Chez les enseignants, il y a une forme de fatigue face aux propos qui peuvent être lancés dans les campagnes. On est très prudents», abonde Stéphane Crochet, du SE-Unsa. Guislaine David, du SnuiPP-FSU, majoritaire dans le primaire, y voit tout de même un signal positif : «Souvent, les politiques disent que ce n'est pas possible. Là, elle dit que c'est possible, elle ouvre une porte.»

Reste à éclaircir toutes les zones d'ombre dans la proposition de la maire de Paris, et elles sont nombreuses. Parmi elles, on retrouve la revalorisation : passera-t-elle par une hausse du point d'indice, plus intéressante pour les enseignants sur le long terme, ou par des primes ? Cette question fera l'objet de discussions avec les syndicats, précise Michaël Delafosse, mais toucher au point d'indice ne semble pas avoir la préférence du camp Hidalgo.

Les 870 000 profs, en tout cas, savent qu'ils seront courtisés durant les sept mois qui nous séparent de la présidentielle. «On est un électorat qui vote», rappelle Guislaine David. En 2012, 46 % d'entre eux avaient apporté leur voix au socialiste François Hollande au premier tour.